

Publications périodiques

Comptes annuels

B* CAPITAL

Société anonyme au capital de 4 301 829 euros.
Siège social : 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
399 223 437 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2017.

Approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018.

I. — BILAN ET HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2017.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Notes	2017	2016
Caisse, banques centrales et CCP		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	1 117 777	944 853
Opérations avec la clientèle	3.b	2 205	24 599
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c	1	1
Parts dans les entreprises liées	3.c	13 388	6 650
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles	3.f	164	395
Immobilisations corporelles	3.f	14	22
Actions propres		-	-
Autres actifs	3.d	16 582	14 001
Comptes de régularisation	3.e	26 787	3 742
TOTAL ACTIF		1 176 918	994 263
PASSIF	Notes	2017	2016
DETTES			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	542 618	445 410
Opérations avec la clientèle	3.b	582 282	500 286
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	3.d	14 391	10 500
Comptes de régularisation	3.e	17 038	17 638
Provisions	3.g	4 040	3 773
Dettes subordonnées		-	-
TOTAL DETTES		1 160 369	977 607
CAPITAUX PROPRES	5.b		
Capital souscrit		4 302	4 302
Prime d'émission		5 636	5 636
Réserves		4 180	4 177
Résultat de l'exercice		2 431	2 541
TOTAL CAPITAUX PROPRES		16 549	16 656
TOTAL PASSIF		1 176 918	994 263
HORS-BILAN		2017	2016
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		14	12
Engagement sur titres		68 603	50 196
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagement sur titres		68 604	50 196

II. — COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	2.a	9 269	7 910
Intérêts et charges assimilées	2.a	(1 565)	(352)
Revenus des titres à revenu variable	2.b	191	425
Commissions (produits)	2.c	42 847	40 068
Commissions (charges)	2.c	(10 069)	(9 238)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2.d	(107)	(111)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		177	94
Autres charges d'exploitation bancaire		(933)	(313)
PRODUIT NET BANCAIRE		39 810	38 483
Frais de personnel	4	(14 261)	(14 513)
Charges générales d'exploitation		(22 042)	(20 077)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		(246)	(525)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 261	3 368
Coût du risque	2.e	(28)	47
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 233	3 415
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2.f	143	113
Reprises nettes aux provisions réglementées		-	125
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		3 376	3 653
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	2.g	(945)	(1 112)
RESULTAT NET		2 431	2 541

III. — ANNEXES.

GENERALITES

Les comptes annuels de B*CAPITAL sont intégrés dans les comptes annuels consolidés établis par BNP Paribas ; ces derniers sont disponibles au siège de BNP Paribas, sis 16 boulevard des Italiens, F-75009 Paris.

1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR B*C APITAL

1.a PRINCIPES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables françaises en vigueur, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.b REGLES GENERALES

Les comptes de B*CAPITAL sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

1.c METHODES COMPTABLES

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens (prix d'achat et frais accessoires, mise en service) à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ou à leur coût de production.

Immobilisations

Les intérêts des emprunts ne sont pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les acquisitions de logiciels.

Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement selon la méthode linéaire sur la durée probable d'utilisation du logiciel dans un délai maximal de 3 ans.

Quant aux coûts de maintenance de logiciels, ils sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initiale.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par le matériel informatique, le mobilier, les installations et agencements. Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire. En particulier, les durées d'amortissement sont de 20 ans pour les installations générales et techniques, de 10 ans pour les agencements et de 5 ans pour le matériel informatique. Les créances et les dettes ont été enregistrées à leur valeur nominale.

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués aux prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

Lorsque la valeur d'usage des participations est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est constituée à hauteur du différentiel.

Les provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

Engagement en matière de retraite : le personnel de la Société de bourse bénéficie d'indemnités de départ et autres avantages liés à l'ancienneté.

Les charges et produits sont comptabilisés selon le principe de séparation des exercices

Les courtages et commissions sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations pour leur montant net de remises.

En ce qui concerne les principales catégories de comptes propres aux Entreprises d'Investissement, les méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

Comptes d'opérations avec la clientèle

Les dépréciations des créances clients sont évaluées au cas par cas en fonction des risques de non recouvrement à la clôture.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance.

Comptes de négociations et de règlements

Ces comptes enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte de tiers dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

Opérations de transactions sur titres

Les titres de transaction, acquis en vue d'une cession à court terme, sont comptabilisés au bilan en opérations de transactions sur titres. Ils sont évalués à la valeur du marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé en date de clôture dans les résultats de l'exercice. Ce principe s'applique aux titres figurant au poste « erreurs et omissions ».

Opérations de placement

Les titres de placement, acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à 6 mois, sont enregistrés au bilan à leur prix d'achat hors coupon couru. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués par rapport à leur valeur de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Opérations libellées en Devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les produits perçus et les charges payées en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du jour de leur perception ou de leur paiement.

Les produits et les charges courus en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les avantages consentis au personnel sont classés en quatre catégories :

- **Les avantages à court terme** tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- **Les indemnités de fin de contrat de travail** versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité. Elles résultent notamment de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation du contrat de travail.
- **Les avantages postérieurs à l'emploi** constitués notamment par des compléments de retraite bancaire et par les primes de fin de carrière. Ils font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. La valeur des actifs de couverture éventuels est déduite du montant de l'engagement provisionné. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. A compter du 1^{er} janvier 2013 B*CAPITAL applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont désormais comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.
- **Les avantages à long terme** qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférent à des services passés est comptabilisé immédiatement.

Impôts sur les sociétés

B*Capital enregistre comptablement ses impôts différés depuis 2010.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, B*Capital comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Enfin, la société B* CAPITAL fait partie du groupe fiscal BNP Paribas depuis le 1^{er} Janvier 1996.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2017

2.a MARGE D'INTERETS

(En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	9 269	(1 565)	7 910	(352)
Comptes à vue, prêts et emprunts	9 269	(1 565)	7 910	(352)
Titre reçus (donnés) en pension livrée	-	-	-	-
Clientèle	-	-	-	-
Compte à vue, prêts et compte à terme	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Titre de placement	-	-	-	-
Produits et charges d'intérêts	9 269	(1 565)	7 910	(352)

2.b REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

(En milliers d'euros.)	2017	2016
	Produits	Produits
Parts dans les entreprises liées	191	425
Revenus des titres à revenu variable	191	425

Les dividendes reçus concernent intégralement des dividendes versés par la société de bourse PORTZAMPARC.

2.c COMMISSIONS

(En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 395	(7 878)	1 508	(7 159)
Prestations de services financiers	41 452	(2 191)	38 560	(2 079)
Produits et charges de commissions	42 847	(10 069)	40 068	(9 238)

2.d - GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Résultat sur opérations de titres de transaction	(106)	(111)
Résultat sur opérations de change	(1)	-
Résultat sur portefeuille de négociation	(107)	(111)

2.e COUT DU RISQUE, PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES ET RISQUES

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	(28)	47
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-	-
Coût du risque	(28)	47

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Solde au 1^{er} janvier	1 535	1 582
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	28	(47)
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées	(29)	-
Variation des parités monétaires et divers	2	-
Provisions pour créances douteuses	1 536	1 535

Les provisions se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Provision déduites de l'actif	1 536	1 535
Relatives aux créances sur la clientèle	1 536	1 535
Provisions pour créances douteuses ou risques	1 536	1 535

2.f GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Participations et autre titres détenus à long terme	-		-	
Cessions	-		-	
Provisions	-		-	
Part dans les entreprises liées	143		113	
Cessions	-		-	
Provisions	143		113	
Immobilisation d'exploitation	-		-	
Total	143		113	
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	143		113	

2.g IMPOT SUR LES BENEFICES

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Impôts courants de l'exercice	(1 729)	(979)
Impôts différés de l'exercice	784	(133)
Impôt sur les bénéfices	(945)	(1 112)

3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2017

3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Prêts et créances	1 117 777	944 853
Comptes ordinaires débiteurs	649 130	516 100
Comptes à terme et prêts	468 647	428 753
Titres et valeurs reçues en pension (b)	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 117 777	944 853
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>3 647</i>	<i>3 753</i>

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Dépôts et emprunts	542 618	445 410
Comptes ordinaires créditeurs	27 645	20 410
Comptes à terme et emprunts	514 973	425 000
Dettes envers les établissements de crédit	542 618	445 410
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>431</i>	<i>-</i>

3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Prêts et créances	2 205	24 599
Opérations avec la clientèle - Actif	2 205	24 599

Le total des prêts et créances sur la clientèle, ventilé par contrepartie se décline comme suit :

(En milliers d'euros.)	2017		Total	2016		Total
	Encours sains	Encours douteux nets de provision		Encours sains	Encours douteux nets de provision	
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-
Entreprises	2 014	-	2 014	22 393	-	22 393
Entrepreneurs	-	-	-	-	-	-
Particuliers	187	4	191	2 205	1	2 206
Autres non financiers	-	-	-	-	-	-
Total	2 201	4	2 205	24 598	1	24 599

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Dépôts	582 282	500 286
Comptes ordinaires créditeurs	401 132	340 057
Comptes d'épargne à régime spécial	181 150	160 229
Opérations avec la clientèle - Passif	582 282	500 286

Les Plans d'Épargne en Actions ouverts par les clients de B*capital dans ses livres constituent l'intégralité du poste Comptes d'épargne à régime spécial

3.c TITRES DETENUS/IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Autre titres détenus à long terme	1	1	1	1
<i>dont provisions</i>	-	-	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	1	1	1	1

(En milliers d'euros.)	2017		2016	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Parts dans les entreprises liées (1)	13 388	13 388	6 650	6 650
<i>dont provisions</i>	(1 914)	-	(2 056)	0
Parts dans les entreprises liées	13 388	13 388	6 650	6 650

(1) Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble de consolidation (C. Com art. R 123-196-9°).

(En milliers d'euros.)	Valeurs brutes					Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/17	Acquis.	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/17	01/01/17	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/17	2017	2016
Participations et ATDLT (note 3.c)	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Part dans les entreprises liées (note 3.c)	8 706	6 596	-	-	15 302	2 056	-	(142)	-	1 914	13 388	6 650
Immobilisations financières	8 707	6 596	-	-	15 303	2 056	-	(142)	-	1 914	13 389	6 651

B*Capital a pris une participation dans le capital de la société de bourse PORTZAMPARC à hauteur de 51,01 % pour la somme de 9 029 278,40 euros en date du 08 Janvier 2009.

Durant l'exercice 2017, B*Capital a fait l'acquisition de titres de la société de bourse PORTZAMPARC pour 6 595 640,00 euros, portant ainsi sa participation dans le capital de la société de bourse à hauteur de 75,48 %.

Les articles 6, 7 et 8 du contrat prévoient des possibilités d'achats et de ventes complémentaires avec B*Capital et le Groupe familial Portzamparc.

3.d AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Impôts différés - actif	1 292	508
Comptes de règlements opérations sur titres	2 126	68
Autres actifs divers	13 164	13 425
<i>Dépôts et cautions</i>	8 086	8 614
<i>Etat et Collectivités</i>	3 002	2 839
<i>Autres comptes débiteurs</i>	2 076	1 972
Autres Actifs	16 582	14 001
Comptes de règlements opérations sur titres	1 272	362
Autres passifs divers	13 119	10 138
<i>Fournisseurs</i>	4 709	3 671
<i>Etat et Collectivités</i>	3 629	1 496
<i>Personnel et cptes ratt.</i>	4 445	4 632
<i>Autres comptes créditeurs</i>	336	339
Autres Passifs	14 391	10 500

3.e COMPTES DE REGULARISATION

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Produits à recevoir (1)	4 567	3 625
Autres comptes de régularisation débiteurs	22 220	146
Provision autres comptes de régularisation débiteurs douteux	0	(29)
Comptes de régularisation - actif	26 787	3 742
Charges à payer	15 732	17 269
Autres comptes de régularisation créditeurs	1 306	369
Comptes de régularisation - passif	17 038	17 638
(1) Produits à recevoir pour 4 567K€ dont 2 634K€ de commissions de courtage à recevoir.		

3.f IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros.)	2017			2016
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	2 426	(2 262)	164	395
Fonds de commerce	8 403	(8 403)	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	10 829	(10 665)	164	395
Equipement, mobilier, installations	841	(827)	14	22
Immobilisations corporelles	841	(827)	14	22

(En milliers d'euros.)	Tableau des immobilisations				
	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions Créations Virements	Diminution cessions ou hors services	Autres	Valeur brute Fin d'exercice
Logiciels informatiques	3 838	7	(1 419)	0	2 426
Fonds de commerce	8 403				8 403
Autres immobilisations incorporelles	0	0		0	0
Immobilisations incorporelles	12 241	7	(1 419)	0	10 829
Equipement, mobilier, installations	1 162		(321)		841
Immobilisations corporelles	1 162	0	(321)	0	841

(En milliers d'euros.)	Tableau des amortissements des immobilisations				
	Montants des amortissements début d'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : Sorties actif et reprises	Autres	Montants des amortissements fin d'exercice
Logiciels informatiques	(3 443)	(238)	1 419		(2 262)
Fonds de commerce	(8 403)				(8 403)
Immobilisations incorporelles	(11 846)	(238)	1 419	0	(10 665)
Equipement, mobilier, installations	(1 140)	(8)	321	0	(827)
Immobilisations corporelles	(1 140)	(8)	321	0	(827)

3.g PROVISIONS

(En milliers d'euros.)	2016	Dotations	Reprises	Autres variations	2017
Provisions pour engagements sociaux	3 255	214	(498)	(1)	2 970
Autres provisions pour risques et charges	518	730	(177)	(1)	1 070
Provisions	3 773	944	(675)	(2)	4 040

4. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

(En milliers d'euros.)	2017	2016
Salaires et traitements	(7 945)	(7 791)
Charges sociales et fiscales	(5 425)	(5 745)
Participation et Intéressement des salariés	(891)	(977)
Total frais de personnel	(14 261)	(14 513)

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance n'est pas fourni car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Au 31 décembre	2017	2016
Cadres	122	125
Agents de maîtrise	8	4
Total	130	129

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.a EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	2017			2016		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	4 301 829	1	4 301 829	4 301 829	1	4 301 829
A la clôture	4 301 829	1	4 301 829	4 301 829	1	4 301 829
Bénéfice par actions			0,57			0,59

5.b TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES DU 31 DECEMBRE 2015 AU 31 DECEMBRE 2017

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2015	4 302	5 636	8 388	18 326
Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2015			-4 086	-4 086
Résultat de l'exercice 2016			2 541	2 541
Reprise provisions d'investissement			-125	-125
Capitaux propres au 31 décembre 2016	4 302	5 636	6 718	16 656
Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2016			-2 538	-2 538
Résultat de l'exercice 2017			2 431	2 431
Reprise provisions d'investissement			-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2017	4 302	5 636	6 611	16 549

5.c INFORMATIONS SECTORIELLES

Les encours bilanciaux des opérations interbancaires et assimilées ainsi que des opérations avec la clientèle se répartissent géographiquement de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	Opérations interbancaires et assimilées		Opérations avec la clientèle		Total par zone géographique	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
France	1 115 347	944 853	3 420	24 599	1 118 767	969 452
Total des emplois	1 115 347	944 853	3 420	24 599	1 118 767	969 452
France	542 618	445 410	581 067	500 286	1 123 685	945 696
Total des ressources	542 618	445 410	581 067	500 286	1 123 685	945 696

5.d ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

(En milliers d'euros.)	Opérations	Durée restant à courir					Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dont Provisions	
EMPLOIS							
Créances sur les établissements de crédit	666 677	6 100	25 000	165 000	255 000	-	1 117 777
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	3 211	530	-	-	-	(1 536)	2 205
Obligations et autres titres à revenu fixe				-	-		-
RESSOURCES							
Dettes envers les établissements de crédit	27 709	514 909	-	-	-	-	542 618
Opérations avec la clientèle	401 132	220	-	-	180 930	-	582 282

6. PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT AU 31/12/2017 EN EUROS

ORIGINES :	
Bénéfice net de l'exercice	2 431 408,51
Report à nouveau	35 548,41
Réserves libres	
Total	2 466 956,92
AFFECTATIONS :	
Affectations aux réserves	
- Réserve légale	
- Réserve spéciale des plus-values à long terme	
- Autres réserves	
Dividendes	2 452 042,39
Report à nouveau	14 914,39
Total	2 466 956,92

Le dividende d'un montant de 2 452 042,53 euros à verser aux actionnaires de B*Capital - sur la base du nombre d'actions existantes au 31 décembre 2017 - correspond à une distribution de 0,57 euro par action au nominal de 1 euro.

7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PRISES DE PARTICIPATIONS DE B*CAPITAL EN 2017 PORTANT SUR AU MOINS 5 % DU CAPITAL

Informations relatives aux prises de participations de B CAPITAL en 2017 portant sur au moins 5 % du capital de sociétés françaises.

Non coté	Franchissement de seuil supérieur à 5 % du capital	S.A
	NEANT	
	Franchissement de seuil supérieur à 10 % du capital	
	NEANT	
	Franchissement de seuil supérieur à 20 % du capital	
	NEANT	
Non coté	Franchissement de seuil supérieur à 33,33 % du capital	S.A
	NEANT	
	Franchissement de seuil supérieur à 66,66 % du capital	
	PORTZAMPARC Société de Bourse	

IV. — AFFECTATION DU RESULTAT.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le résultat de l'exercice 2017, se solde par un bénéfice de 2 431 408,51 euros et elle approuve l'affectation qui lui est proposée par le Conseil d'Administration :

L'exercice 2017 fait apparaître un bénéfice de 2 431 408,51 euros dont nous proposons l'affectation suivante :

Résultat de l'exercice 2017	€	2 431 408,51
Affectation en Réserve légale	€	0
Distribution de Dividende	€	2 452 042,53
Montant à affecter au report à nouveau	€	- 20 634,02

Le report à nouveau initial est de 35 548,41 euros. Après affectation du résultat 2017, le report à nouveau s'élève à 14 914,39 euros.

V. — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR DES COMPTES ANNUELS.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société B*CAPITAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de contrepartie sur ses créances clients inhérent à ses activités (notes 1.c paragraphe comptes d'opérations avec la clientèle et 3.b de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi et à l'appréciation du risque de non-recouvrement des créances ainsi qu'à leur couverture par des dépréciations.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité (note 3.g de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces provisions, ainsi que les principales hypothèses utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude nu, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 18 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

Mazars,
Matthew BROWN,

Deloitte & Associé,
Stéphane COLLAS.

VI. — RAPPORT DE GESTION.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société : 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris.